

## En Afghanistan, la faim provoque le chaos

PAR RACHIDA EL AZZOUZI ET MORTAZA BEHBOUDI  
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 23 JANVIER 2022

La crise alimentaire est dramatique en Afghanistan. À Hérat, ce dimanche, une foule affamée a dépassé les autorités talibanes. Le désespoir est tel que des familles n'hésitent pas à vendre leurs fillettes en mariage pour ne pas mourir de faim. Reportage écrit et filmé.



À Hérat, plusieurs femmes ont été blessées dans la bousculade. © Rachida El Azzouzi/Mediapart

**Hérat (Afghanistan).**—« *Nous n'avons rien à manger. J'ai dû vendre ma petite fille pour 30000 afghanis [environ 250 euros – ndlr].* » Sortie de la foule comme d'un combat, le hijab déchiré, le visage griffé, une mère hurle sa détresse. D'autres, derrière elles, sont toujours prisonnières de la mêlée. Enveloppées dans des burqas bleues ou des niqabs noirs, plusieurs trébuchent, s'évanouissent. Des enfants pleurent. Des hommes en viennent aux mains. Des corps au sol sont piétinés.

La population afghane est prête à mourir pour manger. Plus d'un millier de personnes ont forcé dimanche 23 janvier les grilles de l'administration à Hérat pour implorer les talibans de leur venir en aide pour survivre cet hiver. Un impressionnant mouvement de foule qui a provoqué plusieurs blessés. Ni les tirs de sommation, ni les coups sur la tête à la kalachnikov des talibans n'ont réussi à faire reculer ces déplacé-es internes, essentiellement des mères de familles.

« *On subit beaucoup trop de sanctions. 97 % des Afghans ont besoin d'aide mais nous n'avons pas les moyens de les aider. Pour 100 personnes dans le besoin, nous avons de quoi en aider seulement 10* », confiait à Mediapart deux heures plus tôt le responsable taliban dans son bureau. Il

assurait aussi : « *La situation est sous contrôle. Nous savons diriger.* » Tout en ayant les yeux rivés sur le sommet d'Oslo en cours en Norvège, la première réunion entre les talibans (que des hommes) et les Occidentaux qui met sur la table l'urgence humanitaire et les droits humains: « *Ce sera encore mieux que maintenant, l'aide va revenir.* »

Ces scènes de chaos, sous le regard dépassé sinon passif des autorités talibanes, disent l'abîme dans lequel l'Afghanistan a plongé. Six mois après la débâcle américaine et le retour triomphal au pouvoir des fondamentalistes islamistes, l'arrêt brutal de l'aide internationale qui maintenait sous perfusion le pays ainsi que le gel des avoirs de la Banque centrale afghane (9,5 milliards de dollars) par les États-Unis provoquent l'une des pires catastrophes humanitaires au monde, selon l'organisation des Nations unies.



À Hérat, plusieurs femmes ont été blessées dans la bousculade. © Rachida El Azzouzi/Mediapart

La famine menace 23 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population. À l'Ouest, à Hérat, troisième ville du pays, elle a déjà pris d'assaut les ventres. Dans les camps de réfugié-es, où l'on survit dans des abris de fortune ou à même la boue, « *la situation s'aggrave chaque jour un peu plus* », témoigne un humanitaire « *qui n'a jamais connu ça* ».

### Des fillettes vendues en mariage

Les uns ont été jetés sur les routes par la guerre qui a détruit leurs maisons, les autres par la pauvreté endémique mais aussi par le réchauffement climatique. Une sécheresse dévastatrice finit d'enfoncer depuis plusieurs années un pays rural, ravagé par des décennies de conflits et de destructions.

À Hérat, le désespoir est tel que des familles n'hésitent pas à vendre leurs fillettes en mariage pour ne pas mourir de faim, selon plusieurs témoignages recueillis par Mediapart. « *Jamais je ne ferai ça* », s'indigne Amina en soulevant sa burqa pour nous montrer son regard noir. Elle a 35 ans, cinq enfants, quatre filles et un garçon, avec un homme de 45 ans son aîné, qu'elle appelle « *le vieux* ». Elle ne voulait pas l'épouser, ses parents ne lui ont pas laissé le choix. « *Il est malade, trop vieux pour travailler* », alors c'est elle qui travaille, fait des ménages.



Pour nourrir sa famille, Rokhaya a vendu sa petite fille 250 euros. © Rachida El Azzouzi/Mediapart

Assise par terre près des bureaux administratifs avec plusieurs femmes, elle attend un chauffeur bénévole qui va les conduire au camp. Après des jours d'attente

dans le froid glacial, elles repartent chacune enfin avec le minimum vital tant espéré, fourni par le Haut Commissariat aux réfugiés : des couvertures pour se chauffer, des seaux pour aller chercher l'eau à la rivière, une marmite, un réchaud pour cuisiner.

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

Elle a échoué à Hérat après avoir été refoulée d'Iran avec sa famille. Ils avaient rallié Mashad, où ils ont plusieurs cousins, à l'heure où Kaboul tombait sans combat entre les mains des miliciens islamistes. Elle était si contente. Amina ne dit ni du bien ni du mal des talibans. Elle veut juste la paix, la sécurité : « *Ils nous les ont apportées, finalement, non ?* »

La veille, un microbus a explosé dans le quartier chiite. Sept morts, dont quatre femmes, et neuf blessés. La bombe était placée sous le véhicule.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Allières

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.